



Joseph LALOUX
Prêtre du diocèse de Namur (1913 - 1989)

Pierre Dufaux
Émile Servais

Novembre 2008

Prêtre, sociologue, militant.

***Faire la fête comme proclamation d'un changement,
d'un contre-pouvoir à l'œuvre, d'une libération en
acte, d'une rupture instauratrice.***

(Chrétiens en lutte, mars-avril 88)

Beaucoup de Namurois qui avaient vingt ans en 1968 ont connu Joseph Laloux surtout dans ses activités profanes, comme un des animateurs du groupe « Namur 80 » qui interpellait sans complexe les hommes politiques namurois sur l'aménagement du territoire de la ville et au-delà, sur son développement¹, ils ont manifesté avec lui dans la rue en 1973, pour la libération du docteur Willy Peers, gynécologue namurois réputé, arrêté pour avoir pratiqué un avortement. Il tranchait sur l'image que souvent, on se faisait encore du prêtre. Il ne ratait pas une occasion de blaguer ni de rire aux éclats. Plutôt que rempli de certitude, il se montrait observateur ouvert, non dogmatique, professionnel, tant des problèmes liés à la pastorale que de ceux relevant de la vie socio-économique et démocratique.

Originaire de Marche-en-Famenne où il vit le jour le 12 juillet 1913, il était fils d'un artisan menuisier bien connu. Ordonné prêtre le 19 décembre 1937, il avait une santé fragile lui imposant des périodes de repos au bon air. C'est pourquoi il avait d'abord été envoyé en Savoie comme moniteur dans un préventorium destiné à des séminaristes avant de devenir chapelain pour une centaine d'habitants à Werpim (paroisse d'Hampteau) en 1939. Comme il l'a écrit lui-même, ce fut le temps des grandes amitiés de jeunesse et le temps de la grande entreprise : la restauration de la chapelle avec ses problèmes de plancher, pavement, lambris, vitraux, autel, peinture...

¹ A propos de « Namur 80 » voir infra.

Puis vint la parenthèse tourmentée de la guerre, l'évacuation en 1940, l'occupation et ses privations, la raffle du 26 juin 1944 au cours de laquelle les hommes valides des villages de Werpin (Hotton)², Soy (Erezée) et Trinal (Rendeux) avaient été rassemblés et déportés en Allemagne ou à la citadelle de Liège, ... Ensuite le temps de la liesse de la paix retrouvée. En 1947, il met sur pied et organise l'équipe sacerdotale de l'Ourthe, regroupant les villages d'Hampteau, Melreux, Fronville, Werpin (Hotton) pour y mettre en chantier une pastorale d'ensemble. C'est le début de contacts, observations et réflexions où l'on trouve déjà les intuitions qui fonderont sa démarche intellectuelle et pastorale des années à venir : observer avec rigueur la société dans laquelle on agit, accorder l'action pastorale aux réalités sociales. Il dira de cette époque que ce fut « le temps de l'essor, de la paroisse au secteur, de la parole à l'écrit, du premier article »³. C'est aussi le temps d'une participation à la session sacerdotale de Beauraing intitulée : « Le prêtre et la Bible ». Il ajoute que cette belle histoire s'est terminée en 1949, pour une autre, Noiseux.

Devenu curé à Noiseux en 1949, il s'efforce d'y renouveler l'animation de la liturgie, y crée des sections des mouvements d'action catholique rurale (ACH, ACRF, JRC, JRCE), accompagne la création d'une coopérative agricole et le remembrement. Il y eut, comme il le soulignera lui-même, le bonheur d'y voir naître des vocations sacerdotales. A l'époque il réalisera une première approche sociographique du doyenné de Marche : environnement et limites territoriales, démographie, économie, vie sociale et culturelle, statistiques des pratiques religieuses. Par volonté de rigueur dans cette démarche, il s'initie en autodidacte aux méthodes de recherche en sociologie et fera partager ses découvertes avec force conviction et pédagogie. Sur la nécessité d'être rigoureux dans l'observation, il aimait dire « on se lamente sur des impressions, on agit sur des précisions ». Il prend de nombreux contacts avec les mouvements ruraux d'action catholique, avec des chercheurs et praticiens préoccupés des « missions à l'intérieur ». Celles-ci étaient des initiatives de relance

² Entre parenthèses : les nouvelles entités communales d'appartenance de ces anciens villages, créées par l'Arrêté Royal du 17 septembre 1975 (Moniteur Belge du 25 septembre) ratifié par la loi du 30 décembre 1975 déterminant les nouvelles entités communales.

³ Joseph Laloux, *Messe et spiritualité conjugale*, dans *La Revue Nouvelle*, n° 12, 15 juillet 1946, pp. 90-100.

et d'appui à la pastorale des paroisses, par des conférences, des soirées liturgiques et des sermons de talentueux prédicateurs extérieurs. Il collabore avec des spécialistes belges et étrangers du monde rural et de l'enquête sociale. Il est membre du Centre d'Etudes Rurales de Bruxelles né en 1948 de la rencontre de responsables de l'Action Catholique soucieux de reprendre avec plus d'intensité leur travail éducatif auprès du monde rural. Ce centre, en plus des rencontres qui en sont à l'origine, organisa des Journées d'Etudes, publia à partir de 1952 les Cahiers Ruraux⁴, constitua en son sein une section spéciale de sociologie religieuse travaillant en étroite collaboration avec le Centre belge de Sociologie religieuse⁵, le Centre National d'Etudes Rurales de Paris⁶ et le secrétariat de l'Archevêché de Malines. Le Centre d'Etudes Rurales entretient également des relations constantes avec les Ecoles Sociales, la Société de la Petite Propriété Terrienne, la Commission pour l'Embellissement de la Vie rurale, le Conseil Economique Wallon, les Services d'Etudes du Boerenbond... ; il est considéré comme le Bureau d'Etudes de la chaire de sociologie rurale de l'Université Catholique de Louvain. Joseph Laloux sera également en relation avec les théoriciens et praticiens de l'enquête sociale d'Economie et Humanisme (Lyon). En 1956, il publie « Problèmes actuels du monde rural »⁷, suivi d'un complément « Urbain ou Rural ? »⁸, soulignant par là l'intérêt de resituer le spécifique dans le global et d'accomplir une démarche comparative. Il participe à Louvain à la cinquième Conférence de sociologie religieuse (1956) dont les Actes paraîtront en 1958 dans un ouvrage collectif (9)⁹.

En 1953, la section de sociologie religieuse du Centre d'Etudes Rurales publie des documents permettant de recueillir les informations nécessaires aux études sur les

⁴ Le premier numéro de la revue *Au service du clergé rural* (octobre- décembre 1955) propose un signalétique du Centre d'Etudes Rurales et fait mention des Cahiers Ruraux en ces termes : « Cette revue paraît quatre fois l'an. Elle rassemble des articles originaux et documents concernant la sociologie, la démographie, l'économie la culture personnelle, dans le cadre rural ; elle y ajoute des informations et notes d'action. Evitant de faire double emploi avec les revues de technique ou d'économie agricole, les Cahiers Ruraux cherchent à stimuler une réflexion attentive sur les aspects proprement humains du problème des campagnes ».

⁵ A l'époque 184, Rue de Washington.

⁶ A l'époque 63, Rue de Sèvres.

⁷ Joseph Laloux, *Problèmes actuels du monde rural*, dans Collection «Etudes Religieuses, », n°717, juillet 1956, La pensée catholique, Office général du livre, 107 p.

⁸ Joseph Laloux et François Houtart, *Urbain ou Rural ?*, dans *Problèmes actuels du monde rural*, op.cit., pp. 109-125.

⁹ Joseph Laloux, *Planing et remembrement des paroisses rurales*, dans *Paroisses urbaines. Paroisses rurales*, Casterman, pp. 184-222.

pratiques religieuses des paroisses rurales de Wallonie. Souvent plus connus comme « Fiches paroissiales », ils sont destinés à comptabiliser et mettre en diagramme - pour une paroisse, un secteur, un doyenné - les gestes religieux (pratique dominicale, pascale, baptêmes) ventilés selon différentes caractéristiques socio-démographiques, sexe, âge, professions...¹⁰. Joseph Laloux les présente à Mgr André Marie Charue qui y verra une promesse de renouvellement de la pastorale et lui demandera de mener, avec l'aide d'intellectuels de Louvain et de Lyon, une réflexion sur la spiritualité du clergé. En 1954, Joseph Laloux lui fait rapport. Pour lui, « une spiritualité du clergé n'a pas besoin de sources extérieures mais doit d'abord s'appuyer d'une part sur la réalité ecclésiale diocésaine et paroissiale et d'autre part sur l'observation des réalités locales et régionales en vue d'une pastorale engagée dans ces réalités ». L'évêque le charge alors de « dire cela aux doyens » et les doyens ... de le dire aux curés. Cela se fait au cours de huit conférences réunissant quelque huit cent prêtres. Compte tenu de l'importance du travail réalisé et à poursuivre, Mgr Charue le décharge, à sa demande, en 1955 de ses responsabilités paroissiales et l'installe à Namur pour créer et diriger le Centre Diocésain de Sociologie Religieuse. Celui-ci deviendra le bureau namurois - avec, au début, une spécialisation rurale - du Centre de Recherches Socio- Religieuses créé en 1956, comme service auxiliaire du Centre Interdiocésain de la rue Guimard à Bruxelles¹¹. La spécialisation rurale trouve sa légitimité dans l'expérience pastorale de Joseph Laloux, dans les recherches menées et les articles rédigés entre 1955 et 1964 pour la quasi-totalité des 34 numéros de la revue « Au service du clergé rural ». Il aimait dire « On viyadge qui vike fait viker l'Waloniye ». Il engage une quinzaine de collaborateurs (trois sociologues, une dizaine d'assistantes sociales et deux secrétaires) pour réaliser de nombreuses études sociographiques descriptives du contexte de l'action pastorale (paroisses, doyennés, agglomérations). Les contacts de terrain et la conduite des enquêtes seront plus spécialement confiés aux assistantes sociales dont il avait pu apprécier la qualité de la formation en dépouillant les premiers mémoires de l'Ecole Sociale de Namur. Ces études contribueront, par ailleurs à la préparation des missions locales.

¹⁰ Très concrètement il s'agit de fiches à volets détachables dont le corps reste acquis au curé pour constituer un fichier paroissial et dont les volets à renvoyer au Centre d'Etudes récapitulent les données.

¹¹ Voir *Au service du clergé rural*, op.cit., p.21.

Joseph Laloux dirige en 1956 une enquête approfondie de l'agglomération de Seraing, considérée à l'époque comme largement déchristianisée avec 10% de pratiquants dont seulement 3% d'ouvriers. Les données de cette vaste enquête réalisée avec des instruments plus élaborés que les fiches paroissiales, seront traitées en collaboration suivie avec le Centre de Recherches Socio-Religieuses qui, au milieu des années 60, déménagera de Bruxelles à Louvain et s'adjoindra un Centre de Sociologie Urbaine et Rurale. L'enquête donnera naissance à un ouvrage remarquable intitulé « Mettre l'Eglise en état de mission »¹², qui met en perspective le défi posé à la minorité des pratiquants de proclamer sa foi dans un contexte déchristianisé. Le Centre de Namur tourne alors à plein régime.

Pour financer les recherches socio-religieuses, les responsables du Centre de Recherches Socio-Religieuses décident en 1958 de créer une structure destinée à recueillir et répartir des fonds : la Sodegec. Elle servira de cadre aux recherches menées en collaboration avec des groupes comme « L'Equerre » de Liège et « Alpha » de Bruxelles, sur des problèmes d'aménagement du territoire et de développement régional, études payées par les ministères concernés. Ce travail simultané, parallèle et comparatif des univers religieux et profane, du monde rural et du monde urbain, est le prolongement des intuitions initiales de Joseph Laloux. A cette époque aussi, il anime de nombreuses formations à la sociologie religieuse, donne cours notamment à Lumen Vitae,¹³ engage et clôture (1960) l'étude de l'agglomération de Namur. En 1959, il est en voyage d'études au Congo. Il en revient conscient que la proximité de l'indépendance s'accompagne de suspicions à l'égard des missionnaires. Pour lui « l'heure est au témoignage de la charité et de la fraternité portés par les Noirs eux-mêmes à l'égard de leur frères. L'heure est au clergé indigène et aux militants indigènes »¹⁴.

¹² Joseph Laloux, *Mettre l'Eglise en état de mission*, Bruxelles, Ed. du C.E.P., 1964, 302 p.

¹³ Lumen Vitae est créé par les jésuites en 1935 comme Centre de documentation catéchétique, actuellement Centre international d'Etudes de la formation religieuse (184-186, rue de Washington : site internet : <http://www.lumenvitae.be/>).

¹⁴ Voir Joseph Laloux, *Retour du Congo*, dans *Au service du clergé rural*, n°17, octobre-décembre 1959, pp.28-32.

Au lendemain du Concile Vatican II, les missions régionales qui avaient marqué la vie des paroisses cessent, les approches scientifiques de la pastorale - que d'aucuns considéraient avec circonspection - s'orientent vers des travaux plus théoriques qui accéléreront l'insertion du personnel du Centre de Louvain dans l'Université. Joseph Laloux publie en 1967 un Manuel d'initiation à la sociologie religieuse¹⁵, qui est resté un bon moment un ouvrage de référence. En décembre 1968 il collabore activement au dossier que La Revue Nouvelle¹⁶ consacre à l'Eglise de Wallonie, plus précisément à « l'analyse de l'Eglise-Institution en Wallonie telle que l'histoire l'a façonnée et telle qu'elle cherche à s'organiser ». Pour ce dossier qui trouve son origine dans le souci de voir les chrétiens prendre conscience du problème wallon et contribuer au dialogue de l'Eglise avec la communauté wallonne ainsi qu' au décloisonnement des rapports institutionnels entre chrétiens et non-chrétiens, Joseph Laloux fait un état des lieux intitulé « les institutions de l'église en Wallonie ». Des divergences de vue avec l'évêque apparaissent sur le rôle des laïcs dans l'Eglise, sur les liens du clergé avec la vie réelle et sur le projet de construction du nouveau séminaire (1958), bâtiment surdimensionné prévu pour deux cents étudiants alors qu'on observait déjà un chute significative des vocations. Il est coopté pour faire partie du premier conseil presbytéral recommandé par Vatican II. Il verra cette participation comme « une sorte de rentrée dans le diocèse » après une action plus nationale et internationale. Il regrettera de ne pas y avoir été élu lors de son renouvellement, constatant avec un brin d'amertume que, sans doute, ses prises de positions l'en avaient exclu. Le Centre de Namur se réoriente alors vers l'organisation de sessions de pastorale et l'animation de groupes plus distants de l'Eglise institutionnelle.

En 1965 débutent, en effet, à Orval des sessions de pastorale urbaine ou rurale de douze jours organisées dix années de suite et en différents endroits du diocèse par des collectifs de prêtres, religieux et laïcs des deux sexes. Elles sont présentées comme une démarche apostolique qui requiert un important travail préparatoire d'observation dont Joseph Laloux définira les contours. Cette préparation porte sur

¹⁵ Joseph Laloux, *Manuel d'initiation à la sociologie religieuse*, Paris, Editions Universitaires, « Collection Feres », 1967, 295 p.

¹⁶ Joseph Laloux, *Les institutions de l'église de Wallonie*, dans *La Revue Nouvelle*, 24^e année, tome 49, décembre 1968, pp. 500-511 ainsi que l'ensemble du dossier : l'église de Wallonie, pp. 481-549.

les cadres de la vie sociale (structures géographiques, économiques...équipements collectifs...) et est à accomplir en s'appuyant sur des documents et travaux déjà réalisés. Des interviews de personnes doivent aussi permettre de récolter des informations relatives à leur unité de vie : relations sociales nouées dans la vie professionnelle, sociale et culturelle, ainsi que des éléments de mentalité collective. Pendant la session, ces matériaux seront traités dans une triple démarche collective : interprétation sociologique portant attention aux cadres de vie des personnes en relation à leurs contenus mentaux et systèmes de valeurs ; interprétation anthropologique définie comme évaluation de ce qui est observé par rapport à la libération ou à l'aliénation de l'homme ; interpellation de l'être et de l'agir. Ces démarches et analyses préfigurent l'analyse culturelle et la pédagogie institutionnelle qui donnera son nom au GACPI, Groupe d'Analyse Culturelle et de Pédagogie Institutionnelle, fondé en 1971, et constitué en asbl le 6 juillet 1977. Celle-ci sera reconnue le 1^{er} juillet 1978, comme service général d'éducation permanente des adultes. Joseph Laloux en sera à la fois co-fondateur, secrétaire, formateur et intervenant réputé, disponible et enthousiaste. Ce groupe, qui réunira des chercheurs et des praticiens de l'action sociale et culturelle, contribuera à l'approfondissement théorique de la démarche et de l'objet des sessions de pastorale urbaine et rurale. Il diversifiera ses propositions de formation et d'interventions et ses publics : assistants sociaux, conseillers conjugaux, animateurs socio-culturels, enseignants, psychologues ...et sera sollicité pour intervenir dans de nombreuses organisations : syndicats, mutualités, maisons médicales, centres psycho-médico-sociaux... Un bilan établi au terme de dix ans d'existence note que « le nombre de personnes ayant fréquenté les sessions du GACPI atteint, sans préjudice du fait qu'une même personne ait pu fréquenter plusieurs sessions, les 2000 et que le nombre d'heures de travail en sessions est de l'ordre de 3000 »¹⁷.

En 1978, Joseph Laloux prend sa retraite mais poursuit son action au travers de multiples engagements.

¹⁷ Voir Emile Servais et Jean-Pierre Hiernaux, *L'intervention institutionnelle : bilan de dix années d'une pratique de recherche-action*, ronéo, inédit, 12 p., Archives du Gacpi. (partiellement déposées au Carhop : Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire).

A Namur 80 dont il fut co-fondateur et où il contribua à « toutes les discussions et tous les débats » comme le souligne l'hommage discret qui lui est rendu -dans le mensuel de février 1988 - en témoignage d'amitié et de gratitude pour ses 50 ans de prêtreise. Constituée en 1966 l'association Namur 1980 (devenue ensuite « Namur 80) a pour but de regrouper des citoyens namurois en vue d'un meilleur aménagement du Grand Namur. Ses objectifs s'expriment en quatre principes : une politique situant chaque problème dans l'ensemble de l'agglomération, des vues à long terme, une approche scientifique des problèmes, la participation des citoyens à la gestion de la cité. Son noyau le plus actif est composé essentiellement de techniciens de l'urbanisme et, d'une manière générale, travailleurs intellectuels. Elle présente la particularité d'être dirigée par un collectif de cinq personnes élues par les membres. Elle édite un bulletin périodique (*Les Dernières nouvelles de Namur 80*) et une revue d'études et de documentation (*Courrier de Namur 80*)¹⁸.

Au GAGPI¹⁹ qui au milieu des années 80 élargit ses activités en s'impliquant notamment dans le réseau communautaire (Communauté Française) et international de « Lutte Contre la Pauvreté », il continue d'assurer la gestion administrative, co-organise et pratique toujours de nombreuses interventions et analyses dont il consigne les développements et résultats dans un nombre impressionnant de documents manuscrits.

A l'équipe de prêtres et laïcs du centre-ville de Namur et aux Commissions (Justice, Animation-Participation...) mises en place pour s'occuper notamment en 1972-1974 de la rénovation de la Rue des Brasseurs. La Ville et les ministères concernés décidaient en effet à l'époque et en raison de l'étude de « Namur 80 » de passer d'une politique de démolition-reconstruction à une politique de rénovation du site. Il importait à cet égard de constituer une assemblée de quartier dont serait issu un comité de cogestion de la rénovation. Il constatera à ce propos que « du même coup, une sorte de rénovation « culturelle » s'opère au sein de cette population qui prend conscience, s'organise, se défend et participe à la rénovation »²⁰. N'hésitant

¹⁸ Sur « Namur 80 », voir Daniel Lelubre et Luc Maréchal, *Urbanisme à la Bruxelloise ou développement maîtrisé ?*, dans « Namur mort ou vif », *La Revue Nouvelle*, n°7-8, juillet août 1980, pp.50-51 (particulièrement note 4, p.50).

¹⁹ Voir différentes brochures où le Groupe d'Analyse Culturelle et de Pédagogie Institutionnelle proposait son programme annuel d'interventions, de séminaires, de formation (Archives Gacpi).

²⁰ Voir Joseph Laloux, *La rénovation de la rue des Brasseurs et la culture du pauvre*, dans *La Revue Nouvelle*, n°12, décembre 1973, pp.591-595.

pas à s'afficher à gauche, « ce prophète parfois mal reçu chez les siens » s'implique à la même époque dans un collectif de prêtres engagés politiquement (P.E.P) et participe à « Chrétiens pour le socialisme », courant politique né au Chili en 1971 « prônant un militantisme qui dépasse l'action caritative ou le souci de défendre l'opprimé dans le champ clos d'une institution (l'Eglise) porteuse de valeurs »²¹. Il est actif à « L'Assiette » communauté de base qui se veut expression locale et régionale de ce courant²² et dont la dénomination évoque l'organisation occasionnelle de repas amicaux symbolisant le partage chrétien des biens nécessaires à la vie. Il légitime cette action en s'inspirant de la théologie de la libération, plus politique, moins contemplative que la théologie du salut et propose quant à lui de faire une lecture réaliste des évangiles, qualificatif qu'il préfère à celui de « matérialiste », employé alors par les théologiens appartenant à ce courant. Il plaide en 1971 pour la constitution d'une Assemblée pour un concile des Wallons et des Bruxellois. Il participe à « Action Vivre Ensemble »²³. Il soutient l'action des maisons d'accueil, Banalbois d'abord (Hatrival : 1975-1979) et « Shalom La Moisson » ensuite (Houmont Sainte – Ode : 1980...). Il y visite d'anciens détenus ainsi que des personnes fragilisées et marginalisées par l'accumulation de ruptures (vie familiale, professionnelle, endettement, alcoolisme, maladie physique et mentale). Il participe, dès juillet 1971, à « une expérience originale en matière de luttes urbaines qui choisit la voie de la concertation par le biais d'une Commission consultative d'aménagement du territoire ». Il s'agit de rendre la ville à ses citoyens. Cette commission sera renouvelée en 1977. Installée par le pouvoir communal elle est alors d'avantage « encadrée » par des représentants (des échevins) de la majorité politique. Ces structures d'avis-citoyens préfigurent la création au milieu des années 80 par Décret de la Région Wallonne des commissions consultatives d'aménagement du territoire (CCAT)²⁴. Il s'engage aussi dans la défense de l'école

²¹ Voir le dossier *Des chrétiens pour le socialisme*, dans *La Revue Nouvelle*, n° 10, octobre 1976, pp.305-331.

²² Idem, p.315.

²³ Association de lutte contre l'exclusion sociale en Wallonie et à Bruxelles associée à « Entraide et Fraternité » organisation non gouvernementale d'appui au développement.

²⁴ Voir également Daniel Lelubre et Luc Maréchal, *Urbanisme à la Bruxelloise ou développement maîtrisé ?*, op, cit.

Sur la CCAT de Namur une communication a été présentée par Luc Maréchal au Congrès de Fribourg (Suisse) de l'association Civitas Nostra en juin 1975 (ce texte a paru ultérieurement : Joseph Laloux, Luc Maréchal, Jean Raes, *Un cas de participation de la population au processus de décision en milieu urbain : la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire de la Ville de Namur. Premiers éléments d'étude*, dans *Courrier de Namur 80*, n° 73, novembre 80, pp. 2-28).

des bateliers et de leur métier, participe à certaines activités de la paroisse Saint Jean. Il aime prendre un peu de repos à « Noss Baraque » (Wépion) maison communautaire dont il se considérait comme le jardinier et où des groupes de rencontres étaient accueillis à l'occasion.

Rattrapé par les problèmes pulmonaires de sa jeunesse, il s'éteint à la clinique de Sainte - Ode le 24 août 1989. Il laisse le souvenir d'un prêtre au cœur du monde, d'un sociologue du cadre de vie, de l'institution culturelle, de l'action pastorale et sociale ; d'un militant aux engagements multiples pour qui les luttes pour la libération de l'homme et la rencontre étaient fête. Parlant, à l'occasion, du chemin parcouru il constatait volontiers que « Tout cela fut passionnant ».